

Tribune socialiste

N° 345 / 26 OCTOBRE 1967 / PRIX 0,70 F

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ



Une évolution irréversible

Manuel Bridier

Le 21 octobre 1967 est désormais une date importante dans l'histoire de la lutte contre l'impérialisme. Certes, nous avons connu des manifestations plus nombreuses. Certes, le sort du Vietnam ne se joue pas sur des défilés. Certes, notre devoir de solidarité envers tous ceux qui se battent pour leur indépendance et pour la nôtre à la fois ne se limite pas à la marche à pied. Ces manifestations n'en sont pas moins un moment capital de notre lutte, non seulement — ni même principalement — pour leur ampleur

dans le monde entier, mais d'abord pour leur très profonde signification politique.

La journée du 21 octobre avait été choisie, on le sait, par les adversaires américains de la guerre au Vietnam. Elle avait la double signification d'une solidarité envers les combattants vietnamiens et d'un soutien aux partisans américains de la paix. La reconnaissance de cette double signification dans tous les pays du monde — y compris dans les pays où l'on se bat — est une réponse éclatante à ceux qui prétendent ignorer le caractè-

re global de la lutte et son unité fondamentale pour ne reconnaître d'efficacité qu'« ailleurs » et se faire les observateurs de l'action des autres.

Le nombre et le courage des manifestants aux Etats-Unis, la présence des « bérets verts » dans les rues mêmes de Washington sont les premiers signes d'une évolution irréversible. Il ne s'agit plus d'une minorité folklorique mais d'un mouvement qui intéresse des couches profondes de la

(suite à la page 3)



Une tragique dégradation

Yves Le Foll

Congrès des centres sociaux

Jacques Ferlus

Paris et ses maisons de jeunes

Claude Bourdet

De l'animation culturelle

Bernard Sizaïre

Le "CHE" tel qu'en lui-même

Harris Puisais

Les poings sur les i

Commencer par le commencement

J'espère que tous les insulteurs professionnels du P.S.U. auront eu l'occasion de prendre connaissance des résultats de l'enquête menée par M. Denis Lindon au sein de l'électorat de gauche. Les méthodes utilisées, le sérieux et l'étendue des questions posées, la dimension de l'enquête font qu'il est difficile d'en réfuter les résultats. Ceux-ci sont accablants.

En résumé, la gauche n'est plus un parti de mouvement, le terme de gauche n'a pas actuellement de contenu précis.

Quelques chiffres lumineux : 90 % des électeurs de gauche n'assistent jamais à des réunions politiques par « manque d'intérêt ». Plus de 90 % des électeurs de gauche et d'extrême-gauche sont d'accord avec l'idée que l'héritage et la propriété sont des institutions auxquelles il ne faut pas toucher, sous peine de catastrophe économique; 73 % des électeurs de gauche et 55 % d'extrême-gauche estiment que l'élection de Mitterrand à la présidence de la République ne changerait rien à leur sort personnel.

Les autres pourcentages fournis sur des questions essentielles ne sont pas plus encourageants.

A moins d'être un fieffé comédien ou un menteur né, il faut bien reconnaître que sans transformation radicale des schémas de pensée de l'électorat de gauche, le socialisme n'est pas pour demain. Ce diagnostic éclaire d'un nouveau jour le problème de « l'unité » et de « l'efficacité » sacro-saintes.

Une tâche urgente s'impose : refaire une gauche idéologiquement armée; vaincre la peur du nouveau; diffuser la science socialiste. Le capital ne tremble pas : il parie sur le conservatisme total de cette gauche qui ressemble comme une sœur à la a. site.

Il nous appartient que ce pari soit perdu; il peut l'être. Nous ne sommes pas dans un désert peuplé d'une poignée de fanatiques. Des dizaines de milliers de jeunes Français atteignent l'âge d'homme; ils n'ont pas encore pris le pli; ils se trouvent encore au carrefour d'où partent les chemins de la lucidité, et les sentiers de l'aliénation. Sans eux, nous ne serons rien. Avec eux nous serons tout.

André LAUDE.

Sondages

Moins bien que l'an dernier

La SOFRES vient de faire un sondage concernant le sentiment que les Français ont de leur situation. On verra que le mécontentement et l'incertitude gagnent des couches de plus en plus larges de la nation, notamment dans le monde agricole, et chez les cadres, qui jusqu'ici semblaient plus favorablement stables dans leur opinion, sur leur situation.

QUESTION I :

Actuellement, dans l'ensemble, diriez-vous que vous êtes plutôt satisfait ou plutôt mécontent de votre situation et de celle de votre foyer ?

Sont :	Total	- de 45 ans	+ de 45 ans
- satisfaits	50 %	57 %	41 %
- mécontents	34 %	27 %	41 %
- ni l'un, ni l'autre	16 %	16 %	18 %

Sont :	TOTAL	Agriculteurs	Cadres Prof. lib. Commerçants	Ouvriers Employés	Retraités sans profession
- satisfaits	50 %	26 %	68 %	39 %	46 %
- mécontents	34 %	46 %	24 %	36 %	46 %
- ni l'un, ni l'autre	16 %	28 %	8 %	25 %	8 %

Le principal motif de mécontentement est le revenu, mais des inquiétudes se manifestent également en ce qui concerne l'emploi.

- Le problème du revenu et du coût de la vie est évoqué par 60 % des personnes interrogées, les agriculteurs apparaissant de loin comme les plus inquiets dans ce domaine.
- L'emploi préoccupe 20 % des Français, et semble surtout un

problème pour les cadres et aussi pour les jeunes, bien que les uns et les autres soient, nous l'avons vu, les plus satisfaits de leur situation actuelle.

- Enfin, il est à remarquer que les retraités, outre le problème du revenu, sont surtout préoccupés par des problèmes de santé.

QUESTION II :

De quoi êtes-vous le plus mécontent ?

	TOTAL	- de 45 ans	+ de 45 ans
- Revenus, coût de la vie	60 %	53 %	64 %
- Travail, emploi	20 %	25 %	14 %
- Santé	10 %	7 %	12 %
- Enfants, écoles, problèmes de leur avenir	9 %	10 %	9 %
- Problèmes familiaux, privés	7 %	6 %	7 %
- Loisirs, distractions	3 %	1 %	4 %
- Divers	10 %	11 %	9 %

	TOTAL	Agriculteurs	Cadres Prof. lib. Commerçants	Ouvriers Employés	Retraités sans profession
- Revenus, coût de la vie	60 %	75 %	51 %	53 %	63 %
- Travail, emploi	20 %	8 %	30 %	21 %	11 %
- Santé	10 %	3 %	7 %	3 %	44 %
- Enfants, écoles, problèmes de leur avenir	9 %	3 %	26 %	5 %	9 %
- Problèmes familiaux, privés	7 %	2 %	11 %	8 %	9 %
- Loisirs, distractions	3 %	3 %	7 %	2 %	1 %
- Divers	10 %	2 %	12 %	7 %	11 %

Même si la situation actuelle reste dans l'ensemble plutôt bonne, l'impression générale est qu'elle va en se dégradant.

Les Français pensent que « ça va plutôt moins bien que l'an dernier », d'une part en ce qui concerne leur situation personnelle, mais plus en-

core en ce qui concerne la situation de la France, et surtout la situation dans le monde.

QUESTION III :

Par rapport à l'année dernière, diriez-vous que ça va plutôt mieux ou plutôt moins bien en ce qui concerne...

	...votre situation personnelle	...la situation de la France	...la situation dans le monde
- Plutôt mieux	23 %	18 %	8 %
- Plutôt moins bien	41 %	42 %	47 %
- C'est la même chose	36 %	40 %	45 %

Tribune Socialiste
Hebdomadaire du
Parti Socialiste Unifié

Directeur Politique
Christian Guerche

Directeur adjoint
Claude Glayman

Rédacteur en chef
Eric Bergaire

Administration :
54, boulevard Garibaldi
Paris-15° - SUF. 19-20

Publicité générale au Siège
de l'administration

Abonnements :
C.C.P. Paris 58 26 65
6 mois 18 F - 1 an 35 F
Soutien à partir de 70 F
Changements d'adresse : 1 F
Directeur de la Publication :
Roger Cérat

MORIAME - PARIS 1967

Ayoub Khan à Paris

Arrivé lundi 16 octobre à Nice, M. Ayoub Khan est reparti de France le 20 octobre.

Le communiqué final des entretiens a fait paraître la similitude des points de vue des deux gouvernements sur de nombreux problèmes internationaux.

Les deux pays sont partisans d'ententes régionales dans le domaine économique qui favoriseraient l'indépendance des nations face aux U.S.A. et à l'U.R.S.S.

Sur le Moyen-Orient, les deux points de vue sont très proches l'un de l'autre. Les préoccupations au sujet de la guerre du Vietnam du chef de l'Etat pakistanais rejoignent celles du général de Gaulle.

Mais le point le plus intéressant concerne les relations indo-pakistanaïses et l'affaire du Cachemire. Nous sommes loin de l'esprit de Tachkent, et l'affirmation implicite du communiqué qui indique que l'état actuel des choses au Cachemire n'est pas une « solution équitable » du problème, inquiète l'Inde, d'autant plus qu'il est question d'accroître les livraisons militaires françaises au Pakistan et d'établir une coopération dans le domaine atomique. Formulons simplement le souhait que cette coopération ne sera que pacifique, et qu'elle ne portera pas préjudice à l'amitié franco-indienne.

Editorial

Une évolution irréversible

(suite de la première page)

jeunesse et des milieux intellectuels, dont l'action se lie de plus en plus, par sa logique propre, à celle des Noirs et des secteurs les plus déshérités de la société de consommation parce qu'il rencontre devant lui les mêmes adversaires. C'est ainsi que la guerre du Vietnam, comme hier en France la guerre d'Algérie, contribue au renforcement de la nouvelle gauche américaine, à la radicalisation des thèses, au durcissement des oppositions. Un processus est engagé qui peut conduire aussi bien à la victoire des forces de progrès qu'à celle des militaires.

L'enjeu de cette lutte est évidemment gigantesque. Il ne concerne pas seulement la nation américaine mais le monde entier. Les manifestations simultanées du 21 octobre sont une étape vers une prise de conscience plus large de cette solidarité objective, qui est le fondement même de notre action internationale.

Nous étions à Paris plusieurs dizaines de milliers. Ailleurs, peut-être, ils n'étaient pas si nombreux. Partout, cependant, c'était l'avant-garde la plus consciente, le détachement précurseur d'une foule plus grande qu'il nous appartient de mobiliser.

Comment ne pas évoquer, par exemple, cette manifestation contre l'ambassade américaine à Tel-Aviv ? Les militants israéliens qui en ont eu le courage n'ont pas seulement soulagé leur conscience, ils n'ont pas seulement manifesté leur solidarité avec le Vietnam, ils ont en même temps — et parce que c'est la même chose — montré la seule voie pour le règlement de leurs propres problèmes, la voie de la coexistence judéo-arabe dans un Moyen-Orient libéré de l'impérialisme.

Pour nous aussi, à Paris, la lutte contre l'impérialisme américain est inséparable de notre propre libération. Nous voulons changer les structures économiques et sociales de notre pays, instaurer dans notre pays une société nouvelle, comme le veulent nos camarades du Vietnam ou de Bolivie. Pas plus qu'ils ne le peuvent chez eux, nous ne pourrions y parvenir chez nous si le capitalisme international, dirigé par l'impérialisme des Etats-Unis, maintient et renforce sa domination sur le monde et sur notre propre économie nationale. Les formes différentes de cette domination peuvent appeler des formes très différentes de la lutte elle-même: l'obstacle n'en est pas moins identique.

Il serait vain, pour la gauche française, de vouloir escamoter les pro-

blèmes internationaux, au moment où le monde entier s'aperçoit qu'ils décident de tout. Il serait puéril de rechercher une entente sur les autres points et de mettre ceux-là entre parenthèses, comme si un programme économique et social digne de ce nom avait la moindre chance d'être accompli dans le cadre d'une hégémonie américaine. Inversement, d'ailleurs, il serait illusoire, pour les combattants du tiers monde, d'accorder une confiance excessive au nationalisme gaullien comme rempart contre la poussée des Etats-Unis. De Gaulle se retire de l'O.T.A.N. mais non du Pacte atlantique. De Gaulle chasse les militaires yankees mais laisse envahir la France par la marée du dollar. Cela est logique : le capitalisme français, comme les bourgeoisies nationales de l'Afrique ou de l'Amérique du Sud, peut s'engager dans des conflits subalternes avec ses concurrents d'outre-Atlantique, il ne peut mettre fondamentalement en cause les liens qui l'unissent à la grande famille du capitalisme mondial. C'est pourquoi une lutte conséquente contre l'impérialisme ne peut être menée que par les adversaires du capitalisme sous toutes ses formes, par les forces socialistes pour qui le combat contre les oppresseurs étrangers et les exploités nationaux n'est jamais qu'une même bataille.

Cette solidarité des luttes, cette perpétuelle interférence des problèmes intérieurs et des problèmes internationaux a trouvé son expression dans la manifestation du 21 octobre, dans sa composition, dans le contenu politique de ses mots d'ordre. Il faut noter à cet égard comme un fait positif l'évolution des slogans acceptés par le Parti communiste. Les cris de « Johnson assassin », « F.N.L. vaincra », « Avec le Vietnam » l'ont emporté dans le cortège sur le simple bêlement de la paix. Evolution du vocabulaire, dira-t-on. Mais le choix des mots traduit ici une révision importante des positions politiques.

Le déroulement de la guerre au Vietnam, l'aggravation de la crise aux Etats-Unis, la détérioration de notre propre situation économique ne peuvent qu'accélérer cette évolution. Il n'y a pas de place, à gauche, pour l'atlantisme avoué ou honteux, à l'heure où l'impérialisme américain multiplie ses crimes, à l'heure où la pénétration des capitaux américains menace nos travailleurs.

C'est là une vérité que les dirigeants de la F.G.D.S. — ces grands absents du 21 octobre — devront comprendre à leur tour, sous peine d'être un jour désavoués par leur



Au premier rang des manifestants
Michel Rocard, secrétaire national du P.S.U. et Edouard Depreux.

Agip

propre base, comme Wilson au dernier congrès travailliste.

La victoire de la gauche serait pire qu'une dérision si elle signifiait un affaiblissement de la lutte contre l'impérialisme, un retour à la politique étrangère de la IV^e. C'est peut-être notre tâche la plus importante, à nous, P.S.U., que d'être aujourd'hui les meilleurs garants d'une politique internationale de la gauche, le plus dur obstacle au glissement à l'ouest, la plus ferme condamnation du wilsonisme, qui prétend appor-

ter une caution « socialiste » aux assassins du Pentagone.

Nous étions naguère à la pointe du combat contre la guerre d'Algérie, souvent en avance de bien des mois sur nos partenaires. Nous le serons demain dans la lutte contre l'impérialisme américain et pour le retrait du Pacte atlantique. Ainsi serons-nous fidèles à notre rôle d'avant-garde, qui n'est pas de nous isoler mais de frayer un chemin, pour qu'il soit celui de la gauche entière, parce qu'il est celui de la juste cause. □

Message du comité central du F.N.L. au P.S.U.

Nous avons reçu votre message qui nous a été remis par le camarade Marcel-Francis Kahn.

Nous vous remercions sincèrement pour votre émouvant salut fraternel adressé à notre Front national de libération.

Dans notre lutte contre l'impérialisme américain agresseur et ses valets, notre peuple du Sud-Vietnam apprécie hautement l'approbation et l'appui qui nous sont accordés par les peuples et les amis de tous les pays du monde entier parmi lesquels le peuple de France.

Nous souhaitons que les relations entre vous, chers camarades, et nous soient de plus en plus nourries, consolidées et développées.

Le secrétaire général du comité central
du Front de libération du Sud-Vietnam, HUYNH TAN PHAT.

Le Bureau National, pour satisfaire à la demande de nombreux militants du P.S.U., vient de faire retirer deux dossiers qui sont des outils de travail pour les sections et fédérations:

Il s'agit de **DIRECTIVES 119 - 18 SEPTEMBRE 1967: LES LUTTES SOCIALES DE LA REN-TREE,**

et du **DIRECTIVES 120 - 6 OCTOBRE 1967: LA LUTTE ANTI-IMPERIALISTE ET LE CONFLIT DU MOYEN-ORIENT.**

Ces dossiers peuvent être commandés directement à T.S., 54, bd Garibaldi, Paris (15^e), par les militants et sections. Paiement à la commande (2 F le dossier). C.C.P. Paris 58.26.65.

Assemblée nationale

Une tragique dégradation

Yves Le Foll

Nous reproduisons ici l'essentiel de l'intervention d'Yves Le Foll, député-maire P.S.U. de Saint-Brieuc, lors du débat agricole qui vient de se dérouler à l'Assemblée nationale, dans une indifférence singulière, compte tenu de l'acuité des problèmes soulevés.

Si le débat actuel revêt une certaine importance, si quelques mesures nouvelles nous ont été annoncées, chacun d'entre nous sait que cela n'est dû, ni aux auteurs des questions orales, ni à l'Assemblée, ni à la libre initiative du gouvernement.

C'est l'action directe des organisations agricoles qui a enfin contraint le pouvoir à prendre certaines décisions réclamées en vain depuis plusieurs mois. Notons que ce n'est pas la première fois que cette méthode se révèle plus efficace que la procédure parlementaire. Il est vraiment singulier que le gouvernement s'étonne de la voir utiliser de plus en plus, quand il la rend lui-même inévitable par son refus du dialogue tant avec le Parlement qu'avec les organisations professionnelles. On peut même se demander si l'exemple ne sera pas suivi un jour dans d'autres domaines. Les collectivités locales, en particulier, devront, elles aussi, chercher un moyen de se faire entendre si le gouvernement continue à ignorer les graves préoccupations que soulèvent les charges accrues qui les accablent de plus en plus et qui vont rendre, à bref délai, leur activité impossible.

Aujourd'hui, ce sont les problèmes posés dans la moitié de la France par la dégradation de la situation agricole qui s'imposent à notre attention et nous obligent à constater l'échec de la politique agricole menée depuis plusieurs années. Cette politique, les organisations syndicales en ont maintes fois dénoncé les insuffisances et les dangers. Manifestement, elle a tenu compte surtout des intérêts des gros producteurs de blé et de betteraves qui ont obtenu, non seulement des garanties efficaces, mais un relèvement substantiel des prix. Les céréaliers, en particulier, qui bénéficient en même temps d'une année de forte production, vont pouvoir réaliser des bénéfices spectaculaires.

Le drame des régions périphériques

Par contre, dans les régions de petites ou moyennes exploitations, aucun effort sérieux n'est tenté pour protéger l'aviculture, l'élevage, les cultures de légumineuses et de fruits, et le revenu des agriculteurs, déjà insuffisant, se trouve de plus en plus menacé. Il s'agit là pourtant de productions pour lesquelles l'Europe est

déficitaire, et qu'il serait donc logique de soutenir. Peut-être prévoit-on que le déficit actuel serait rapidement comblé, en ce qui concerne l'élevage, par l'aménagement de gros ateliers de production, installés à proximité des centres de consommation ? Ce serait là effectivement un placement immédiat pour les bénéficiaires des céréaliers, payés en partie par les éleveurs actuels. Mais en ce cas, il faudrait dire clairement que certaines régions françaises sont condamnées, et ne pas encourager leurs exploitants à s'engager dans une voie sans issue qui ne peut les mener qu'à la ruine.

Nous n'ignorons pas que les régions périphériques, actuellement menacées, posent un problème économique que l'aménagement des prix ne peut suffire à régler : infrastructures régionales, prix des transports, structures des exploitations sont autant de handicaps qu'il faudra surmonter si l'on veut qu'elles survivent. Cela exigerait que des solutions à long terme soient décidées rapidement. Mais on peut se demander, à voir l'évolution récente, si le gouvernement souhaite réellement aboutir à ce résultat. Ce qu'il devra faire, en tout cas, et d'urgence, c'est arrêter la dégradation catastrophique que nous constatons actuellement dans certaines régions.

Les raisons d'un mécontentement

Le mécontentement est particulièrement profond en Bretagne, où la crise actuelle s'inscrit dans une évolution qui se traduit par un exode massif des jeunes et par un revenu moyen inférieur du tiers à la moyenne nationale. Et lorsque vous faites état d'un taux d'accroissement de 48 %, vous conviendrez certainement, monsieur le Ministre, qu'il ne s'applique pas à notre région, surtout pas en 1967 !

Pourtant, depuis plusieurs années, un très gros effort de modernisation et d'équipement a été réalisé par les agriculteurs, au prix d'investissements considérables et d'un endettement parfois très lourd. Encouragé par les pouvoirs publics, cet effort s'est orienté particulièrement vers les productions animales. Or, après la crise de l'aviculture qui a déjà frappé durement un département comme les Côtes-du-Nord, nous assistons, depuis plusieurs mois, à une



Réduits à l'action directe ?

Agip

baisse constante du prix de la viande, de bœuf et surtout de porc, sans d'ailleurs que les ménagères s'en aperçoivent dans leurs achats. Pour comprendre l'importance des mouvements de protestation en Bretagne, il faut se souvenir que l'élevage du porc alimentait, en 1964, 21,5 % des ressources totales de l'agriculture bretonne, et que le cheptel, qui a plus que doublé au cours des dix dernières années, représente près du quart de la production française. C'est dire qu'il s'agit là d'une activité vitale et que les difficultés actuelles ne concernent pas seulement les exploitants, mais également l'artisanat et le commerce, donc pratiquement toute l'économie bretonne où le secteur industriel tient malheureusement peu de place.

Le gouvernement semble avoir enfin compris que le point de rupture est aujourd'hui atteint et que le climat social risque de s'aggraver très rapidement si des mesures ne sont pas prises d'extrême urgence. Quelques-unes nous sont promises aujourd'hui. Puissent-elles se révéler plus efficaces que celles déjà décidées pour l'aviculture, ou que les dispositions prévues dans la loi d'orientation, dans la loi complémentaire ou dans les textes concernant les zones spéciales d'action rurale, qui n'ont jamais été appliquées. Mais nous craignons qu'elles ne constituent une fois de plus que des palliatifs sans portée profonde. De toute façon, de simples interventions sur les prix ne sauraient constituer une solution définitive.

Il est évident, pourtant, qu'un effort considérable serait nécessaire à bref délai pour permettre aux populations aujourd'hui défavorisées d'accéder à un niveau de vie comparable à la moyenne nationale. Cela supposerait, pour améliorer les structures et les marchés agricoles, une réforme foncière, l'attribution d'un statut plus large et de ressources plus im-

portantes aux S.A.F.E.R., une organisation de la coopération et du crédit bien différente de celle que vous préparez. Par ailleurs, la mutation inévitable de l'agriculture serait mieux acceptée si elle n'imposait pas un exode massif, c'est-à-dire si des emplois industriels assuraient aux jeunes les débouchés qu'ils ne trouvent pas actuellement. Mais la décentralisation n'est qu'un leurre, les concentrations encouragées par le gouvernement se réalisent au détriment des zones périphériques et l'on voit des usines quitter des régions à main-d'œuvre excédentaire pour s'implanter dans des régions où elles doivent importer de la main-d'œuvre étrangère. Aucun effort n'est fait par l'Etat pour créer dans les régions de production les usines de transformation qui auraient le double avantage de servir les producteurs et de créer des emplois.

Tout cela, nous direz-vous, dépasse le cadre de ce débat. Ce n'est pourtant que le même problème, celui d'un aménagement rationnel du territoire, un aménagement qui, appuyé sur la solidarité nationale, se préoccuperait du sort des travailleurs au lieu d'élaborer une organisation technocratique axée uniquement sur la rentabilité et le profit. Une telle politique suppose évidemment une planification, nationale et européenne. Encore faudrait-il éviter qu'elle soit, comme aujourd'hui, imposée aux diverses régions, sans véritable consultation des intéressés. De plus en plus se manifeste, en effet, en particulier dans les régions délaissées, l'exigence d'une régionalisation, non seulement des crédits et des productions, mais aussi des initiatives et des responsabilités. Entre les conseils municipaux et le pouvoir central, l'échelon régional doit être doté d'institutions représentatives capables de participer à l'élaboration comme au contrôle de la réalisation du Plan. □

Congrès

Connaissez-vous les centres sociaux

Jacques Ferlus

La Fédération des centres sociaux de France (1) vient de tenir son premier congrès. Trois cent cinquante délégués y représentaient quatre cent cinquante centres. Quand on ajoute à ce chiffre la cinquantaine de centres qui n'appartiennent pas à la Fédération, on a une statistique complète de ce genre d'équipement. C'est peu, mais il semble que leur nombre ait tendance à augmenter plus rapidement ces dernières années, en particulier du fait de la réservation de « mètres carrés sociaux » dans les nouveaux programmes de construction.

Pour l'animation d'un quartier

Les temps ont bien changé depuis qu'en 1871 était créée « l'Union des familles » dans le XV^e arrondissement de Paris. A cette époque, fonder un centre social était pour certains l'œuvre d'un original, pour d'autres une action charitable. Pourtant, ce qui a été réalisé au siècle dernier par ces « pionniers » est considéré de nos jours comme une nécessité pour notre pays, et cela malgré notre développement, notre modernisme, nos nouvelles conditions de vie. A moins que ce ne soit justement à cause de tout cela.

Un centre social installé dans un quartier, un village, un grand ensemble, ça ne fait pas beaucoup de bruit, ça n'a souvent pas l'air de grand-chose. Pourtant, le travail qui s'y accomplit est important et utile.

Le plus souvent, on se dit que c'est le bureau de l'assistante sociale l'endroit où s'organise la consultation des nourrissons. Puis on s'aperçoit que ça peut être pratique : il y a la halte-garderie, un club du jeudi, une bibliothèque. Enfin, un jour, on se décide à participer aux cours d'enseignement ménager, à aller écouter une conférence sur la Sécurité sociale...

Peu à peu, à cause d'un service rendu, on devient un usager à part entière : on suggère des activités, on demande s'il n'y aurait pas moyen de faire un terrain de sport. Et on a rencontré du monde, des gens du quartier. Si le centre n'a pas résolu tous les problèmes personnels, il a au moins permis de se rendre compte qu'on était plusieurs à se poser les mêmes. Le centre social sera, peut-être, le point de départ d'une association familiale, d'un comité de mal-logés aussi bien que d'un club de boulistes ou d'une équipe de basket.

Le fait qu'un quartier soit vivant et actif est souvent la conséquence de l'implantation d'un centre social.

De l'éducation à la participation

Leur succès, les centres sociaux le doivent surtout à la façon dont ils sont insérés dans la vie quotidienne d'un quartier ou d'un village. Tel service, telle activité qui sont valables aujourd'hui n'existeront peut-être plus demain.

Avec le recul du temps, on se dit qu'il était facile, au début du siècle, de s'apercevoir qu'il fallait fournir un service sanitaire aux familles ouvrières de l'époque. Mais aujourd'hui, quels sont les besoins ? Pour les connaître, il faut vivre au milieu des gens, c'est ce que font les animateurs des centres sociaux. S'ils organisent des cours d'enseignement ménager, c'est pour permettre à la mère de famille de s'organiser dans son travail, de savoir utiliser les appareils domestiques, de gérer convenablement son budget. Et si ces cours sont si fréquentés, c'est bien qu'ils sont ressentis comme utiles.

LEURS ACTIVITES D'EDUCATION POPULAIRE

pour adultes .. dans	81,8 %	des centres
pour enfants .. >	80,6 %	>
pour adolescents >	71,8 %	>
aucune activité de ce genre >	11,1 %	>

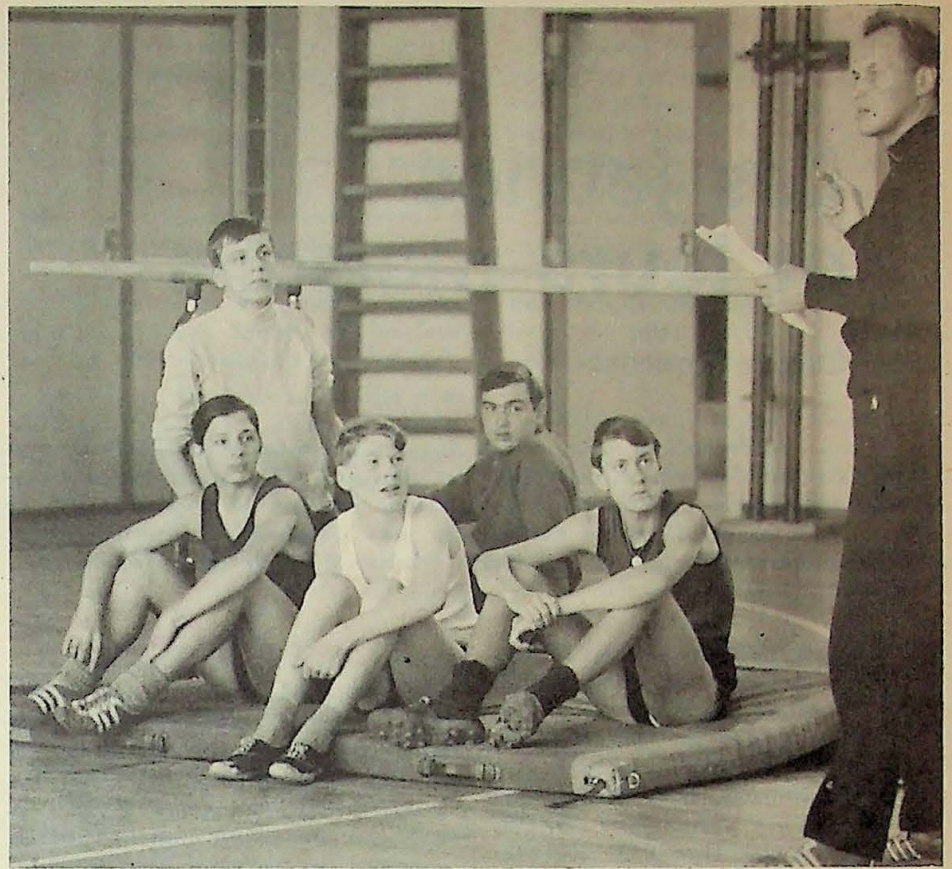
LES DIVERSES ACTIVITES

socio-éducatives .. dans	90 %	des centres
socio-culturelles. >	78 %	>
culturelles >	63 %	>
sportives >	40 %	>

Si 80 % des centres sociaux ont des activités socio-culturelles, c'est parce que les jeunes les demandent, c'est parce que les adultes s'aperçoivent qu'ils ont besoin de quelque chose en plus de leur télé.

Tous ces besoins, tous ces désirs ne sont pas révélés ni par des enquêtes scientifiques ni par des sondages d'opinion, mais seulement par ce qu'expriment les usagers. Il appartient ensuite aux animateurs des centres d'organiser ses activités sous une forme éducative.

Ce travail d'équipe entre usagers et animateurs se retrouve dans tous les centres sociaux. Dans plus de la moitié des centres, les usagers participent directement à la gestion, en élisant des représentants au conseil d'administration. Dans les autres centres qui, parce qu'ils dépendent d'un organisme précis (caisse d'allocations par exemple), ne peuvent avoir une telle participation, on voit



De la pouponnière au basket.

Collombert

se créer de plus en plus des associations d'usagers que l'organisme responsable considère comme interlocuteur valable.

Les "encouragements" de l'Etat

Les centres sociaux mériteraient que leur nombre grandisse au plus vite. C'est moins une question de volonté que d'argent. Il y a eu une réglementation sur les mètres carrés sociaux dans les programmes de construction. A côté de cela, l'Etat a diminué sa participation au financement de la création d'un centre : 40 % du prix total dans le IV^e Plan, 33 % dans le cinquième. Les caisses d'allocations familiales finan-

cent également à près de 40 %, mais va-t-il en être de même après les ordonnances ?

Mais lorsqu'un centre est créé, encore faut-il qu'il puisse vivre. Les allocations familiales et les usagers en sont les principaux financiers. Le ministère des Affaires sociales se contente d'offrir ses encouragements, encore que son absence au congrès de la Fédération des centres sociaux ait été amèrement remarquée.

De telles difficultés ne semblent tout de même pas devoir altérer le dynamisme des centres sociaux, qui se trouve encore renforcé par les travaux de leur premier congrès. □

(1) Fédération des centres sociaux de France, 40, rue du Colisée. Paris 8^e.

La résidence de Levallois

Tout près de l'usine Citroën (on ne choisit pas ses voisins), quelques immeubles anciens, des terrains de sport et de jeu. C'est ici qu'en 1908, Marie-Jeanne Bassot fondait la résidence sociale de Levallois, un des plus anciens centres sociaux de France.

Bien des choses se sont transformées depuis ce temps-là, mais le même esprit de service, d'éducation et de promotion de la personne règne à la résidence sociale. Les anciens, ceux qui ont connu ça avant 14, ne sont pas peu fiers de certains titres de gloire et en particulier d'avoir introduit le basket en France en 1917. La résidence et Bagnolet-sport sont les premiers clubs de basket. On joue toujours au basket à Levallois, mais aussi au tennis.

Les locaux où, au début du siècle, on distribuait « la goutte de lait » aux nourrissons sont maintenant un

dispensaire O.P.H.S., légué à la préfecture en 1935.

Aujourd'hui comme hier, la résidence sociale anime brillamment toute la vie du quartier en mettant à la disposition des familles un éventail très large d'activités et de services :

— Jardins d'enfants; externat médico-pédagogique; foyer de jour pour personnes âgées; cours d'enseignement ménager; activités sportives et culturelles; colonies de vacances; maisons familiales de vacances; aérium-pouponnière.

Les animateurs de la résidence sociale n'ont pas une mentalité de gens installés, ils sont en permanence disponibles aux idées et aux réalisations nouvelles. Si ce centre est un modèle du genre, il n'est pas un centre pilote, car il est pratiquement impossible qu'il existe deux centres ayant les mêmes caractéristiques. □

Paris

Les jeunes et leurs maisons

Claude Bourdet

En juin dernier, lors de la session du conseil municipal de Paris, devenu depuis conseil de Paris, Claude Bourdet, élu du P.S.U., faisait une intéressante intervention consacrée à l'équipement culturel et socio-éducatif de Paris. Nous en publions les extraits les plus significatifs. Ultérieurement, "T.S." ouvrira une rubrique régulière relative à la vie de la région parisienne.

Sur un plan national la réalité est la suivante : depuis plusieurs années on a ouvert des maisons de jeunes. Mais pour les faire fonctionner dans de bonnes conditions, il faut rétribuer des animateurs permanents. Or, en l'état actuel des choses, le recrutement nécessaire risque de se tarir, car les crédits n'ont pas été augmentés, compte tenu du développement prévisible des besoins.

Maisons de jeunes et clubs de jeunes

C'est ainsi qu'en 1966 les crédits d'Etat pour la rétribution des permanents de maisons de jeunes n'ont augmenté que de 7 % alors que le nombre des maisons ouvertes (ce qui ne veut pas dire construites, car on utilise aussi des bâtiments anciens) s'est accru de 30 %. Ces insuffisances dans le domaine de l'animation — vrai pour l'ensemble des associations d'éducation populaires — ne peuvent que conduire à une certaine asphyxie des réalisations. Il est vrai qu'une nouvelle orientation se fait jour du côté du ministère de la Jeunesse et des Sports. On parle maintenant de l'intérêt d'une autre formule : celle des clubs de jeunes, comprenant un équipement léger, implantés au niveau du quartier et susceptibles de mieux répondre aux besoins des groupes spontanés.

Sur le fond, je suis favorable à la multiplication de ces micro-équipements. Mais je crains fort que dans la situation présente, cette initiative gouvernementale ne soit qu'une manœuvre de diversion pour masquer la carence du ministère dans l'aide à apporter aux équipements classiques du type maison de jeunes.

D'ailleurs si on reprend le cas de Paris, on peut constater que plusieurs maisons de jeunes de par leur taille, sont en fait de petits équipements de quartier, à activités forcément limitées.

Il doit y avoir place pour les unes et pour les autres, les clubs de quartier servant d'antennes à une ou plusieurs maisons d'arrondissement.

Mais il ne serait pas de bonne politique de vouloir développer les uns au détriment des autres.

Les M.J.C. à Paris

La Fédération des maisons de jeunes et de la culture a pris en charge la gestion de 16 maisons de jeunes sur Paris, dont la moitié sont dues à des initiatives privées. Pour l'ensemble des maisons dont la Ville est propriétaire, on peut relever que 7 sont des réalisations neuves d'importance variable, construites depuis 1960. Ce sont les M.J.C. de Brancion (15^e), de Charonne (20^e), de Jehan-Rictus (18^e), de Maurice-Ravel (12^e), de Mercœur (11^e), du Point-du-Jour (16^e), de la Poterne des Peupliers (13^e).

Encore faut-il préciser que les M.J.C. du 16^e et du 18^e sont installées dans des barraques préfabriquées de faible capacité. Signalons également que sur les 16 maisons dont j'ai fait état, 6 ont trouvé asile dans des boutiques ou locaux anciens, peu fonctionnels.

En définitive, on peut dire que l'effort de construction entrepris par la Ville se limite à 5 maisons de jeunes d'une certaine importance et réparties sur le 11^e, 12^e, 13^e, 15^e et 20^e arrondissement.

C'est bien peu pour une population de 3 millions d'habitants.

La construction mais aussi le fonctionnement

Si l'effort fait en matière de construction est insuffisant, il l'est encore plus dans le domaine du fonctionnement. A l'encontre de ce qui se fait dans la plupart des communes disposant d'une maison de jeunes, la ville ne prend pas en charge les frais d'entretien et les 50 % de dépense afférents à la rémunération des directeurs et directeurs adjoints.

L'aide de la Ville sous forme de subventions est non seulement réduite, mais dans la plupart des cas elle ne peut finalement couvrir que les frais d'entretien, privant ainsi les maisons des moyens financiers nécessaires à la mise en place et au fonctionnement d'activités éducatives.

De plus, le versement de ces subventions se fait avec un retard parfois important.

Ces graves déficiences sont maintenant en voie de règlement, puisque les services de la Préfecture ont dé-

posé un mémoire, proposant la prise en charge par la Ville des frais d'entretien, et la participation pour 50 % aux dépenses de traitement des directeurs et directeurs adjoints de ces maisons de jeunes.

Espérons que de nouveaux prétextes ne seront pas avancés pour retarder une décision attendue depuis 2 ans.

Le coût du fonctionnement

Ces difficultés doivent nous donner l'occasion d'une réflexion sur les incidences financières de l'animation socio-culturelle. En effet lorsqu'on parle de créer un équipement de type maisons de jeunes et de la culture, on ne se rend pas bien compte des dépenses que cela va entraîner sur le plan du fonctionnement. En réalité, pour mesurer l'effort financier à accomplir, il ne faut pas s'en tenir au seul aspect de la construction proprement dite. Il s'agit moins de faire du béton culturel que de faciliter l'animation culturelle, ce qui est beaucoup plus délicat et difficile.

A partir du moment où l'on a décidé la réalisation d'un club ou d'une maison de jeunes, il faut prévoir les crédits annuels nécessaires à son fonctionnement, en sachant, si l'on veut assurer la rentabilité maximale aux installations créées, que cette aide ne peut être marchandée.

En prenant en charge 50 % de traitement d'un directeur (comme cela se fait dans presque toutes les communes) la Ville doit savoir que pour toute nouvelle maison de jeunes, il faudra prévoir une dépense annuelle de 1.150.000 AF pour le paiement de chacun des postes de permanents ainsi créés, s'ajoutant aux 20 millions d'A.F. nécessaires chaque année pour la rétribution des 17 postes actuels.

L'aide aux activités

Mais il faut également prévoir une aide sur le plan des activités et du matériel. Les subventions accordées par la Ville aux maisons de jeunes et de la culture se montaient en 1966 à un peu plus de 30 millions. Selon l'évaluation des services de la Préfecture, les dépenses d'entretien s'élèveraient à 20 millions.

Jusqu'ici les frais d'entretien étaient à la charge des associations gestionnaires, on peut constater que la plus grande partie des subventions accordées était utilisée pour l'entretien. En conséquence, les maisons, faute de crédits, devaient restreindre leurs frais généraux et leurs activités, ce qui entraînait une certaine désaffection : la fréquentation maximale d'une maison étant, pour une bonne part, fonction de la variété et de l'intérêt des activités qu'elle propose aux jeunes et à la population locale.

Comment faire fonctionner un ciné-club sans appareil ? un atelier de poterie, sans four ? un labo-photo sans matériel ? Ce sont souvent ces problèmes que des responsables doivent affronter.

La fréquentation des M.J.C.

...On a parfois mis en doute l'intérêt des M.J.C., en faisant état du nombre limité d'adhérents.

Il faut signaler que les services rendus par ces établissements débordent largement le cadre des adhérents. Mais il est vrai que ces maisons pourraient être plus largement fréquentées. Faudrait-il encore leur donner une capacité suffisante et leur fournir les moyens de se doter d'un équipement approprié ou de pouvoir offrir des activités variées. Les petites maisons sont très vite saturées aux heures de pointe. Il faudrait aussi prévoir leur plein-emploi par la mise en place de services assurés dans le courant de la journée. Il faudrait enfin développer les moyens d'information.

La participation financière des usagers et des pouvoirs publics

Pour surmonter ces difficultés, des responsables de M.J.C. se sont trouvés dans l'obligation d'augmenter la participation financière des usagers : or, il arrive un moment où cette participation nécessaire pour l'inscription comme pour chacune des activités, devient une charge trop lourde pour certains, et tend à faire des M.J.C. « des boîtes à sous ».

Cette orientation conduit à une certaine ségrégation, les moins fortunés et les plus jeunes ne pouvant fréquenter ces établissements ou s'inscrire à des activités dont les tarifs sont jugés trop onéreux.

L'effort financier à réaliser sur le plan de la gestion est au moins aussi important que sur celui de la construction. Il faut le savoir, le prévoir et le vouloir. Quand on sait par exemple que les municipalités de Vincennes et Colombes versent respectivement une subvention annuelle de 30 millions et de 50 millions d'A.F. pour le fonctionnement de leur unique maison de jeunes, alors que l'aide de la Ville de Paris en ce domaine n'est que de 30 millions à répartir entre 9 maisons de jeunes, on peut mesurer l'insuffisance de notre aide dans ce domaine de la gestion et du fonctionnement.

A capacité sensiblement égale, entre M.J.C., et c'est le cas, par exemple, des M.J.C. de Brancion et de Sarcelles, on peut observer que la subvention de la Ville de Paris ne représente qu'un tiers de celle allouée par la commune de Sarcelles.

Des ressources complémentaires

Il convient par exemple de ne pas se priver des ressources complémentaires que peut apporter l'ouverture d'un restaurant lié à un équipement de maisons de jeunes.

Faut-il encore que ce restaurant soit implanté dans un quartier où les bureaux et usines d'alentour soient susceptibles de lui fournir une clientèle régulière.

Il n'existe qu'une seule M.J.C. équipée d'un restaurant, c'est celle de Charonne.



1972 : vers une majorité de moins de 30 ans.

Collombert

On peut également faire état du Centre international de séjour et de la M.J.C. de Maurice-Ravel.

Des erreurs fonctionnelles chères

A ces anomalies s'ajoutent des erreurs fonctionnelles qui sont sources de dépenses nouvelles et de difficultés. Le cas le plus typique est celui de la maison de Charonne, dans laquelle le foyer, pièce centrale, constituait une telle caisse de résonance, qu'il était impossible de tenir des réunions dans les salles voisines. Il a fallu procéder à des travaux supplémentaires d'insonorisation dont le coût a été assez élevé. Les spectacles de la M.J.C. M.-Ravel sont pratiquement irréalisables à cause de la mauvaise sonorisation de la salle.

La conception architecturale de la M.J.C. porte Brancion, la place perdue en balcons imposants et en salles trop grandes rendent difficile le déroulement normal des activités.

Ces lacunes, ces erreurs, à la rigueur excusables dans une phase d'expérimentation devraient pouvoir être évitées si l'on prenait la précaution de consulter ceux qui ont une expérience de gestion.

L'élaboration d'un programme avec les usagers

Le programme servant de base de travail à un architecte devrait être établi en tenant compte des avis formulés par un organisme issu des M.J.C. connaissant tous les aspects de la vie des activités et capables de juger des problèmes techniques de la construction.

Une maison de jeunes devrait être construite en associant au maximum

à son élaboration des animateurs de mouvements de jeunesse et d'éducation populaire de l'arrondissement. Cette étude préalable menée avec le concours des groupes et de tous ceux qui à des titres divers sont intéressés à ces problèmes, semble indispensable pour mieux apprécier les besoins, mais surtout parce qu'un équipement socio-éducatif ne doit pas être seulement créé en vue de distraire les jeunes, mais pour leur permettre de prendre des responsabilités.

Nous disons que par cette société de consommation — fut-elle de loisirs — qui se développe actuellement, on est en train de créer un certain type d'assistance moderne, nouvelle forme d'aliénation de l'homme.

Équipements "octroyés" équipements "obtenus"

Nous sommes hostiles à des équipements "octroyés", nous sommes favorables à des équipements "obtenus", laissant une place à l'initiative des jeunes, avant même leur réalisation.

Dans cette perspective on ne peut considérer la M.J.C. ou tout équipement à caractère culturel comme un bon moyen « d'occuper » les jeunes par des activités marginales qui leur fassent oublier les réalités quotidiennes, et ne leur donnent pas la volonté d'infléchir le cours de l'évolution sociale conformément à certaines valeurs.

Est-ce une vue de l'esprit et les pouvoirs publics ne nourrissent-ils aucune intention de ce genre ?

Alors une simple question : comment se fait-il qu'à Paris, collectivité locale où la tutelle est plus grande, les mouvements de jeunesse,

politiques ou syndicaux, ne soient pas admis comme membres associés des maisons de jeunes ? Pour notre ville les statuts types de la Fédération française des maisons de jeunes et de la culture ont dû subir quelques modifications, notamment à l'article 12 où il est précisé que les membres associés doivent être agréés par le ministère de la Jeunesse et des Sports, ce qui exclut un certain nombre de mouvements de jeunes.

On estime qu'il n'y a plus de problèmes politiques, mais des problèmes techniques qu'il appartient aux gens compétents de résoudre.

Le culturel : un domaine à part

Il est vain de faire du secteur culturel un domaine à part. La culture doit imprégner toute la vie de l'homme pour le rendre capable suivant ses motivations idéologiques de prendre ses responsabilités de travailleurs et de citoyens dans le respect de toutes les valeurs.

Cette cohabitation qui tient compte de la diversité des tendances et n'exclut pas la confrontation doit faire de la maison de jeunes, une école de démocratie et un foyer de citoyenneté active.

Il est aussi une autre tendance néfaste. C'est celle qui consiste à considérer les équipements comme une fin en soi, et à croire que le problème sera réglé à partir du moment où un M.J.C. aura été édifée. Il n'y a pas de bons équipements remplissant toutes leurs fonctions sans une animation socio-culturelle préalable s'enracinant dans toutes ces cellules de vie que sont les associations volontaires et les groupes spontanés. Et c'est ici qu'on retrouve la notion de micro-équipement servant d'antennes à une maison de jeunes et de la culture d'une certaine importance.

Des clubs et foyers de quartier

On a eu l'occasion de constater récemment l'excellent travail réalisé dans le XIII^e par un club de quartier que ses promoteurs ont appelé « l'Éléphant blanc ». Ce club est plus spécialement fréquenté par des jeunes dont les conditions d'existence ou de vie familiale sont particulièrement difficiles et qui pour retrouver un peu de chaleur humaine, manifester leur opposition à une société d'adultes qui les ignore et tend à les rejeter, se regroupent volontiers en bandes bruyantes et parfois agressives. C'est dire la difficulté d'une telle entreprise. Et pourtant, ce club de quartier répond aux besoins des jeunes. Ils s'y sentent chez eux et c'est leur affaire. Ce n'est pas la maison un peu lointaine, trop bien aménagée où il faut pouvoir se couler dans des règlements et activités préparés d'avance, comme c'est forcément le cas d'une maison d'une certaine importance.

Les petits foyers de quartier peuvent accorder une plus grande place aux initiatives spontanées et sont sans doute plus à même d'accueillir les jeunes sans que ceux-ci éprouvent le sentiment d'être « patronné ».

C'est en partie pour répondre à ces besoins qu'une circulaire de juin 1965, du ministère de la Construction faisait obligation aux promoteurs de plus de 50 logements de prévoir des locaux collectifs résidentiels.

Deux ans se sont maintenant écoulés, nous souhaiterions savoir combien de locaux collectifs résidentiels ont été mis à la disposition des habitants ou sont prévus dans les nouveaux groupes immobiliers construits, en cours de construction ou en projet ?

Un rapide calcul permet de constater que depuis juin 1965, pour les groupes de plus de 50 logements, le nombre de logements autorisés est d'environ 20.000. Si on appliquait la circulaire en question, nous devrions pouvoir disposer de 20.000 m² sociaux, ce qui représenterait une dizaine de maisons du type M.-Ravel.

Dans le cas de Paris, des dispositions devraient être prises pour que les promoteurs de petites unités collectives d'habitation de standing soient tenus de participer à la création d'équipement éducatif de quartier ou d'arrondissement.

Il est d'autres moyens qui pourraient être mis en œuvre. Le ministère de la Jeunesse et des Sports a fait une certaine propagande autour de ce qu'il a appelé « l'opération 1.000 clubs ».

On aimerait savoir si des démarches ont été entreprises pour que sur le programme des 1.000 premières cellules de constructions préfabriquées, la Ville puisse en disposer de quelques-unes à titre expérimental.

Le plein-emploi

... Si nous voulons insuffler aux nouvelles générations ce supplément d'âme et de volonté dont le monde contemporain, entraîné par un progrès étourdissant, a tant besoin ; si nous voulons que la société de demain soit un peu leur œuvre au lieu d'être seulement notre héritage il faut que les jeunes soient partie prenante dans les instances nationales, régionales et locales où s'élabore cette politique. □

BULLETIN D'ADHÉSION

Nom

Prénom

Adresse

.....

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

(Bulletin à retourner au siège du PSU, 81, rue Mademoiselle, Paris (15^e).

□ Nouvelles adhésions

Dans le courrier abondant reçu au secrétariat national, et apportant de nombreuses adhésions, nous notons avec plaisir celle de Claude Neuschwander.

Claude Neuschwander, ancien vice-président de l'U.N.E.F., a fait partie du club Jean-Moulin, dont il a été membre du comité directeur pendant 4 ans.

Président du conseil des résidents de Sarcelles, Claude Neuschwander est membre du Comité d'initiative des rencontres socialistes de Grenoble.



Claude Neuschwander.

□ En bref

● MANUEL BRIDIER A ALENÇON.

Vendredi 20 octobre. — Une cinquantaine de personnes, parmi lesquelles une majorité de jeunes et de militants syndicalistes, ont assisté à la réunion de rentrée de la section d'Alençon, consacrée aux problèmes de l'emploi et au dépeuplement des départements de l'Ouest. Manuel Bridier a présenté les grandes lignes du programme économique de notre parti, en insistant sur les propositions relatives à la planification régionale et à la « décolonisation » de la province. Il a souligné la nécessité d'une alternative socialiste, sans laquelle toutes les mesures techniques en faveur de l'emploi et de la décentralisation ne peuvent être que des remèdes provisoires. Son exposé a été suivi d'une discussion dont nos camarades souhaitent qu'elle soit l'amorce de rencontres plus larges avec toutes les forces populaires, politiques et syndicales, pour une action commune sur les graves problèmes économiques de la région.

● JACQUES MALTERRE EN MEURTHE-ET-MOSELLE.

Samedi 21, dimanche 22 octobre. — Les sections de l'Union locale de Longwy avaient organisé un stage sur les problèmes de l'emploi et de la sidérurgie lorraine; cette réunion qui avait attiré de nombreux jeunes adhérents a été marquée par les exposés de René Boudot et de Gilbert Bienaimé. Guy Leduc et Fernand Cavaroz pour la fédération de Meurthe-et-Moselle, Jacques Malterre pour le Bureau national sont intervenus dans les débats et ont tiré les conclusions en ce qui concerne la lutte contre les ordonnances dans le contexte de la lutte des classes actuelles.

● MICHEL ROCARD A FONTAINEBLEAU.

A l'occasion du cinquantième anniversaire de la révolution d'Octobre, une semaine franco-soviétique s'est tenue à Fontainebleau. Dans ce cadre, un débat public a été organisé à la maison des jeunes, sur le bilan de cinquante ans de communisme et ses perspectives d'avenir. La confrontation a réuni Pierre Juquim (P.C.), Claude Fuzier (S.F.I.O.), Jacques Duhamel (groupe P.D.M.), Bernard Julia (U.N.R.), le pasteur Gaillard, Bernard Schreiner et Michel Rocard. Le secrétaire national du P.S.U. a insisté sur la nécessité de dépasser les divisions survenues au sein des forces socialistes à la suite d'Octobre en retrouvant une pratique combative de la lutte économique, sociale et politique.

● JEAN ARTHUYS ET CHRISTIAN GUERCHE EN SEINE-SAINT-DENIS.

Mercredi 18 octobre : Plus de 70 délégués des secteurs de la fédération de la Seine-Saint-Denis, ont tenu une assemblée d'information destinée à préparer la cam-

pagne d'adhésions et d'implantation du parti dans le nouveau département.

Jean Arthuys et Christian Guerche ont introduit le débat en exposant les grandes lignes de la politique du P.S.U. Les possibilités de progression de la fédération ont été également examinées. Elles sont certaines. Le débat fut riche et varié. Il permit d'affirmer avec force, à la fois la volonté des militants de développer l'influence du parti, et de le faire en renforçant l'unité du parti.

Un débat prometteur et vivant.

□ Rencontre P.S.U. - Parti Socialiste Japonais

« En même temps qu'il était délégué au tribunal japonais sur les crimes de guerre américains au Vietnam, notre camarade M.-F. Kahn a remis à Koichi Yamamoto, secrétaire général du parti socialiste japonais, un message de Michel Rocard.

Le parti socialiste japonais, en effet, bien que membre de l'Internationale sociale-démocrate, représente un exemple unique dans le monde actuel, d'un parti socialiste de masse rigoureusement fidèle à une ligne authentiquement socialiste sur le plan intérieur, et énergiquement anti-impérialiste sur le plan international.

Nos camarades japonais — plus des deux tiers des électeurs de gauche — sont à la pointe du combat directement et à travers les mouvements japonais qui luttent avec une énergie dont les récentes manifestations de Tokyo sont un exemple récent, contre l'agression américaine au Vietnam.

Après avoir constaté la totale identité de point de vue du parti socialiste japonais et du P.S.U. sur la plupart des problèmes pendants, K. Yamamoto a souhaité que des contacts plus étroits soient noués entre les deux partis et a remis à M.-F. Kahn une chaleureuse adresse destinée au P.S.U. et à son secrétaire général.

Tout récemment, de passage à Paris, une délégation du parti socialiste japonais a été reçue au siège du P.S.U. par Michel Rocard, Marc Heurgon et Michel Fontes. La délégation japonaise était conduite par S. Matsumoto, chargé des affaires internationales au Comité central du parti. Les deux partis ont décidé d'intensifier les relations entre eux sur les problèmes de la lutte anti-impérialiste et également sur la recherche qu'ils peuvent mener en commun au sujet des voies de passage vers le socialisme dans les pays économiquement avancés.

□ Meeting E.S.U.

Un franc succès

« Vietnam-O.L.A.S., mettre en échec l'impérialisme américain », c'est sur ce thème que se sont réunis, mardi dernier à la Mutualité, plus de 600 étudiants et lycéens parisiens venus assister au meeting de rentrée des E.S.U. Après de brèves allocutions de présentations de Laurent Schwartz et J.-F. Pertus, qui saluaient la présence à la tribune d'Edouard Depreux, le meeting se levait pour une minute de silence en solidarité avec Che Guevara, on entendait ensuite des informations sur les luttes révolutionnaires en Amérique latine et au Vietnam, que donnèrent A.-P. Lentin, F. Kahn et Gio, secrétaire général de l'Union des étudiants vietnamiens en France. Concluant le meeting, Manuel Bridier développait au nom du Bureau national la nécessaire liaison des luttes anti-impérialistes et des luttes socialistes en Europe occidentale.

Le succès de ce meeting constitue un bon « coup d'envoi » pour la campagne de rentrée des E.S.U. à qui il a déjà procuré de nombreuses adhésions (près de 50 à ce jour). Il constitue également un bon « test » du dynamisme militant des sections E.S.U. de la région parisienne.

Message d'Alain Badiou

Camarades,

Ne nous laissons pas prendre au tapage intéressé de la presse bourgeoise.

Le procès de Régis Debray n'est pas celui d'un isolé romantique cherchant dans la révolution latino-américaine une compensation à l'ennui de l'Europe.

Mais ne rêvons pas non plus. Comme Che Guevara l'a dit à Régis Debray, la tâche des révolutionnaires européens n'est pas d'abord, ou seulement, le combat armé sur place : l'Amérique latine ne manque pas de combattants.

De ce point de vue, le procès de Régis Debray n'est pas celui d'une guérillero comme les autres.

En fait, ce que l'armée bolivienne juge à Camiri, dans les flons-flons patriotiques, ce qu'elle dénonce en appelant Régis Debray un « franco-cubain » ; c'est cette donnée un peu oubliée dans notre routine politique : l'internationalisme révolutionnaire.

Le procès de Régis Debray, c'est le procès de tous ceux qui savent que contre l'ennemi commun : l'impérialisme américain, la solidarité la plus vigilante, le soutien le plus actif, doivent aller à ceux qui sont aux avant-postes.

Au plus près du centre même de la puissance ennemie, il y a Cuba, et il y a les mouvements révolutionnaires du continent latino-américain.

Régis Debray le dit justement dans son livre : l'Amérique latine sera le lieu de la dernière bataille, celui où l'empire américain jouera son agonie.

Nous sommes tous concernés, directement, pratiquement, par la lutte difficile qui se mène en ce point stratégique du front politique mondial.

Inversement, le continent latino-américain attend beaucoup des socialistes et des révolutionnaires de cette Europe à laquelle tant de liens historiques le rattache.

Nous devons, impérativement, à la révolution latino-américaine, un soutien politique, idéologique, financier, et éventuellement, il ne faut pas l'exclure, militaire.

Le procès de Régis Debray, coupable aux yeux de l'impérialisme d'être un internationaliste conséquent, doit être aussi le nôtre, car nous revendiquons cette conséquence.

Nous saluons en Régis Debray, non pas un desperado isolé, mais un combattant d'avant-garde, qui a compris avant nous, et mieux que nous, qu'un engagement absolu aux côtés de la révolution cubaine, aux côtés de la révolution latino-américaine, n'est que le prolongement nécessaire, inéluctable, de notre combat politique ici même.

Camarades,

Défendre Régis Debray n'est pas défendre un homme, mais une politique. Il vous le demande lui-même : qu'il soit moins question des tourments du prisonnier, et davantage de la vérité combattante dont il n'est qu'une figure.

« Organiser sans attendre le soutien pratique aux révolutionnaires qui luttent là-bas, pour eux, et pour nous, dans les pires conditions » : voilà le mot d'ordre que, depuis Camiri, celui qui ne renonce pas veut nous transmettre. Non de sa part, mais de la part des combattants révolutionnaires eux-mêmes, et du plus grand d'entre eux, qui le lui a personnellement fixé : Ernesto Che Guevara.

□ Prochaine rencontre P.S.U.-P.S.I.U.P

Dans le cadre des rencontres bilatérales décidées au cours de la récente Conférence de Bologne, une délégation du P.S.U.-I.P. (Parti socialiste italien d'unité prolétarienne), conduite par Pino Tagliacuzzi, du Bureau international, arrivera à Paris le 26 octobre. Les entretiens qui se dérouleront avec le Bureau national du P.S.U. permettront d'examiner les suites à donner à la rencontre de Bologne comme l'organisation de la campagne décidée en Europe Occidentale contre le renouvellement du Pacte Atlantique.

responsable politique êtes-vous

BIEN ÉQUIPÉ ?

L'homme d'aujourd'hui est sollicité sans cesse par des messages d'information, de propagande ou de publicité, qui s'appuient sur les derniers progrès techniques de duplication. De son côté l'information syndicale, pour atteindre son but, a besoin d'un équipement moderne, rapide et sûr. A l'intention des responsables, Gestetner a mis au point une ample documentation, véritable tour d'horizon des procédés modernes de duplication, stencil et offset. Les méthodes, les matériels, leurs rendements, leurs applications y sont clairement confrontés. D'utiles conseils sont également inclus pour l'établissement des documents et pour la gravure des stencils ou plaques. Demandez le Cahier n° 337 à GESTETNER, 71, rue Camille Groult, 94-VITRY. Tél. 482.47.85.

Vietnam

Le poids de notre solidarité

Jean-Claude Vessillier

Les journées des 21-22 octobre vont constituer une date dans le cours de la résistance victorieuse du peuple vietnamien à l'agression américaine. De Washington à Tokyo en passant par Paris et Berlin, etc., ce sont de centaines de milliers de manifestants qui ont prouvé concrètement le sens du soutien international au Vietnam et témoigné ainsi que l'affrontement qui se déroule là-bas concerne le sort de tous les peuples du monde.

La manifestation parisienne de la République à la Bastille fut d'une importance encore jamais atteinte, et il faut remarquer aussi la combativité certaine des manifestants qui se marqua par un nombre considérable de pancartes, la présence de nombreux drapeaux du F.N.L. et de la R.D.V. Ce succès est dû à l'unité réalisée pour la première fois entre trente-deux organisations de la région parisienne qui avaient signé un appel commun. Le problème posé est maintenant celui des actions à venir, et il nous faut envisager les conditions dans lesquelles s'organise en France l'action pour le Vietnam.

Le premier élément à noter est la multiplicité des comités et mouvements divers qui animent des campagnes pour le Vietnam. C'est pourquoi il faut dresser un rapide panorama des organisations agissant pour soutenir le peuple vietnamien.

De la Bastille au Milliard

Certains groupements, même s'ils sont connus nationalement, limitent leurs activités à un secteur professionnel particulier : ainsi le Collectif intersyndical universitaire d'action pour la paix au Vietnam (1) est la structure créée par le S.N.G. sup, le Syndicat des chercheurs, l'U.N.E.F., etc. concernant la guerre du Vietnam. Outre la propagande et l'information que chacun des syndicats constituants diffuse, le Collectif a mené plusieurs actions à objectif concret. Au cours de l'année dernière, il a contribué au montage de la pièce d'Armand Gatti *V comme Vietnam*, et il organise maintenant une collecte dont le but est de reconstruire la bibliothèque scientifique d'Hanoi en recueillant des fonds ou des livres spécialisés.

La campagne du Milliard pour le F.N.L. et la R.D.V. (2) est à vocation plus générale puisqu'elle entend s'adresser à tous les secteurs de l'opinion. La plupart des animateurs de cette campagne ont participé à l'animation de l'ex-mouvement du Milliard qui a clos comme prévu sa campagne le 20 juillet dernier en ayant

recueilli plus de 100 millions d'anciens francs. Les dirigeants de la nouvelle campagne veulent prouver que le soutien politique et le soutien matériel sont les deux termes indissociables d'une action permanente de masse : ainsi, l'appel qui est à la base de la campagne est beaucoup plus résolu dans son soutien au peuple vietnamien puisque les propositions vietnamiennes sont reprises dans leur intégrité politique. Développant une action nationale, ceux qui la dirigent vont essayer de multiplier les initiatives locales en proposant aux divers comités constitués des bons de solidarité pour le Vietnam.

Le Mouvement contre l'armement atomique (3) diffuse une information importante pour exposer les raisons de soutenir le peuple vietnamien et a commencé à engager une action pour le boycott des produits américains.

D'autre part, les organisations politiques ou syndicales condamnant l'agression américaine, de même que plusieurs autres mouvements, prétendent à une direction des luttes et avancent une orientation politique plus ou moins développée. Ceux-ci, tout en organisant l'aide au Vietnam selon des modes d'organisation spécifiques, soutiennent souvent, et parfois activement, quelques-unes des campagnes citées plus haut.

Il n'entre pas dans notre propos de développer comment la lutte contre l'agression américaine au Vietnam s'inscrit dans la bataille politique de la gauche : constatons que la F.G.D.S. avance certaines propositions concernant le « problème vietnamien », mais n'anime, dans la plupart des cas, aucune action ; ce qui met la F.G.D.S. en dehors du sujet envisagé. Il faut surtout retenir que la S.F.I.O., s'alignant sur les positions de l'Internationale socialiste, condamne exclusivement les bombardements sur la République démocratique du Vietnam, que François Mitterrand condamne énergiquement la poursuite de l'escalade mais se refuse à qualifier cette escalade d'agression et que la Convention des clubs entend maintenir le contact avec le mouvement d'opposition à Johnson qui se développe au sein du parti démocrate.

Pour leur part, le P.S.U. et le P.C.F. ont évidemment une position politique beaucoup plus engagée.

Au cours de cette rentrée, le Parti communiste français a modifié l'expression publique de son soutien au peuple vietnamien. Il suffit de comparer l'intervention de Waldeck Rochet prononcée en septembre 1966

à la fête de l'Humanité à celle de Roland Leroy qui est survenue dans les mêmes circonstances en septembre 1967 pour s'en convaincre. Contrairement à l'année précédente, mention explicite était faite du Front national de libération, seul représentant authentique du peuple vietnamien, et des déclarations en quatre et cinq points de la R.D.V. et du F.N.L.

Notre parti, qui avait défini sa position lors du congrès de juin, l'a à nouveau rappelée dans le communiqué publié par la T.S. de la semaine précédente à la veille des manifestations du 21 octobre. Le chaleureux télégramme envoyé par le F.N.L. constitue un encouragement et oblige à persévérer dans la voie que nous avons définie.

Parallèlement aux deux principaux partis qui soutiennent le peuple vietnamien, la C.G.T. est la centrale syndicale qui développe le plus d'activités pour le Vietnam. Ces différentes organisations développent certes leurs campagnes propres, mais il n'empêche que leurs actions passent aussi par le soutien aux deux mouvements qui assurent l'essentiel de la direction des luttes, le Mouvement de la paix et le comité Vietnam national.

Le Mouvement de la paix (4), créé pendant la guerre froide, a une déjà longue expérience de ce type de luttes : à dominante communiste, ce mouvement s'efforce de sensibiliser les couches peu politisées et orientées vers la défense de la paix. Lors de la conférence de Stockholm, les thèses du Mouvement de la paix apparurent en retrait sur celles des Vietnamiens qui se déclarèrent en désaccord avec le texte voté lors de la réunion des Etats généraux à Pleyel, mais aussi sur celles de la résolution finale qui déclare que le peuple vietnamien doit régler lui-même ses propres affaires selon les principes des Accords de Genève et selon le programme politique du F.N.L. C'est pourquoi, depuis la rentrée, la base politique de l'activité du Mouvement de la paix est précisément l'appel de Stockholm. De même, le mot d'ordre « paix au Vietnam » est progressivement abandonné, du moins au niveau des directions nationale et parisienne, pour être remplacé par « indépendance et paix au Vietnam ».

Le Comité Vietnam national (5), quant à lui, s'est affirmé par la réunion des « Six heures du monde pour le Vietnam », sa participation à la plupart des manifestations de rue organisées contre l'agression américaine, son soutien au Tribunal international et à la campagne du mouvement du Milliard, et la création de nombreux comités de base, comme un mouvement national jouant un rôle important dans le développement des luttes pour le Vietnam, leur élargissement et leur radicalisation. Son soutien à la lutte exemplaire du peuple vietnamien possède un caractère plus anti-impérialiste que les activités du Mouvement de la paix.

Des appréciations distinctes

Quitte à simplifier abusivement, l'action pour le Vietnam se polarise autour des activités du Mouvement de la Paix et du comité Vietnam national. L'existence de mouvements distincts est justifiée par le refus des dirigeants communistes de participer, il y a un an, à la création d'une nouvelle organisation unitaire spécialement consacrée au Vietnam, et plus profondément par des appréciations différentes portées sur les manières de conduire la lutte anti-impérialiste. Ainsi, le comité Vietnam national estime que ce n'est pas le problème de la paix qui doit être au centre du soutien au Vietnam ; ainsi, les camarades vietnamiens prennent constamment soin de rappeler que le choix décisif est entre l'esclavage et la liberté, prouvant que le mot d'ordre « paix au Vietnam » ne cerne pas la situation présente. D'autre part, l'élargissement du front anti-impérialiste marqué par la conférence de La Havane constitue une précieuse aide à la lutte du peuple vietnamien, et il est clair que les manières d'expliquer les thèses de l'O.L.A.S. comme soutien au Vietnam sont distinctes selon les orientations de chacun des mouvements.

Ainsi, la multiplicité des mouvements, l'existence de pôles de regroupement sont justifiés par le cours de la lutte menée en faveur du Vietnam. Le succès de la manifestation du 21 octobre, comparé à l'ampleur limitée des rassemblements et défilés qui avaient suivi les Etats généraux du mois de juin, prouve que l'unité dans la clarté est un meilleur gage de succès que la fausse unanimité voulant fondre tous les mouvements dans un même ensemble. En ce sens, les critiques que nous avons exposées aux camarades communistes lors des Etats généraux ont été justifiées par les faits.

C'est pourquoi le problème de l'heure est celui d'une coordination effective des multiples forces solidaires du peuple vietnamien qui préserve l'originalité de chacun.

Les Vietnamiens, tout en poursuivant un chemin distinct des Soviétiques et des Chinois, puisqu'ils ne critiquent ni les uns ni les autres, ont réussi à imposer sur leur sol un front anti-impérialiste puisque l'aide de tous les pays socialistes s'y allie à l'aide de tous les mouvements progressistes du monde. En réalisant, à notre manière, en France, le front coordonné de tous les anti-impérialistes, nous prouverons que nous ne nous payons pas de mots en clamant que la lutte du peuple vietnamien est exemplaire. □

(1) Collectif intersyndical universitaire d'action pour la paix au Vietnam, 20, rue de l'Ecole Polytechnique, Paris.

(2) Campagne du Milliard pour le F.N.L. et de la R.D.V. B.P. 34 13, C.C.P. 88 11 43 Paris.

(3) Mouvement contre l'armement atomique, 35, rue du Faubourg-Saint-Denis, Paris (10^e).

(4) Mouvement de la paix, 35, rue de Clichy, Paris (9^e).

(5) Comité Vietnam national, 6, rue Lande, Paris (14^e).



Un cubisme interrompu.

Peinture

L'art russe cet inconnu

Emmanuelle Stein

Passé sous silence dans les ouvrages d'art, absent de nos musées, l'art russe est pratiquement ignoré en Occident.

La première grande exposition d'art russe à Paris, dont l'initiative revient à S. Diaghilev, remonte à 1907. Quoi d'étonnant alors si, pour tant de Français, cet art se résume encore à l'École de Paris et aux ballets russes ? Les trésors que les musées de l'Ermitage et de Leningrad déversent actuellement sur Paris auront ainsi le prestige de constituer une découverte tout en comblant des lacunes qui couvrent plusieurs millénaires. D'un panorama aussi ambitieux on ne pouvait matériellement, pour une telle exposition, que retenir les grandes lignes de force.

Il débute à la préhistoire, avec les statuettes féminines du quatrième millénaire avant notre ère, qui ressemblent comme des sœurs aux petites déesses mères crétoises qui sont au Louvre. Seul motif animal de cette période, une « Tête d'élan », mais doué de quelle grâce aérienne ! Par les sujets et la composition, l'art animalier des Scythes rappelle l'art iranien, mais avec moins de froideur dans la stylisation ; il conserve une vie, une animation qui lui sont toutes personnelles.

La Russie de l'ère chrétienne se tourne vers la Grèce. Orthodoxe, elle portera la marque de Byzance jus-

qu'au dix-septième siècle. Deux grandes écoles d'icônes sont présentes : celle de Novgorod (XIII^e - XIV^e siècles), à caractère hiératique, dont se dégage une majestueuse dignité. Malgré les limites rigides du genre, le pathétique parvient toutefois à s'exprimer, comme dans cette « Descente de croix » (253) où les visages douloureux des personnages se pressent contre le corps du Christ.

L'école de Moscou (XV^e - XVI^e siècles), d'un style plus familier, fait une place de choix à l'illustration, et le personnage principal, généralement un saint, se voit entouré de tableautins représentant des scènes de sa vie. La grâce des personnages et la souplesse des attitudes qui apparaissent dans la Nativité de la Vierge (287) témoignent d'une évolution lente mais réelle. Murée dans son isolement, la Russie ignore sereinement la Renaissance qui secoue l'Europe de fond en comble. Au dix-huitième siècle, avec Pierre le Grand, c'est l'irruption de l'art occidental dans la Russie médiévale. L'art de cour en honneur dans l'Europe d'alors perd son caractère frivole dans la Russie religieuse. Rejetant l'affectation à la mode, les artistes russes se révèlent des portraitistes soucieux, avant tout, de naturel et de vérité, affirmant ainsi, à défaut d'une originalité foncière, un

trait dominant de cette peinture. L'explication en est peut-être dans l'origine souvent modeste des peintres : Rokotov est un serf affranchi ; Alexeev, fils de concierge. Vouées à un académisme terne et sans surprise, les œuvres du dix-neuvième siècle, limitées aux portraits et aux scènes de genre, distillent un discret ennui. Citons cependant deux portraits de Venetsianov, d'une grâce délicate et pudique qui rappelle Corot. Vers la fin du siècle, les fréquents voyages des artistes russes en France introduisent des courants nouveaux dont on retrouve l'influence notamment chez Vroubel (impressionnisme), Serov (Nabis) et Falk (Cézanne).

L'aube du vingtième siècle est une date charnière non seulement pour l'art russe mais pour tout l'art occidental. Un bouillonnement artistique sans précédent saisit tous les arts à la fois. Renversant la vapeur, les Russes passent soudain du rôle peu exaltant de suiveurs à la traîne de l'Occident au rang de pionniers les plus audacieux. Malévitch et Kandinsky, suivis de Tatlin, Popova, Chagall, ouvrent toutes grandes les voies à l'art moderne. La place timide qu'ils occupent à cette exposition — dérisoire en comparaison

de l'impressionnante production réaliste-socialiste présentée — amorce-t-elle la réhabilitation tant souhaitée ? On ose l'espérer.

L'exposition fait une large part aux arts appliqués, dans lesquels les Russes ont excellé de tout temps. A la splendeur des étoffes, des vaisselles et des armes, témoins orgueilleux d'une classe fière de ses privilèges, répond un art populaire vif et dru, d'une spontanéité naïve et savoureuses. Les bois sculptés et surtout les charmantes gravures de Lubok, pendants de nos images d'Epinal, racontent les fables et les légendes que les babouchka contaient au fond des isbas. Cet art populaire, si vivace et présent tout au long de l'histoire russe, n'a cessé de la nourrir de son lait maternel, ce lait de la tendresse humaine qui est une composante inséparable de l'art slave. Il a aussi partie liée avec les courants novateurs qui furent à l'origine de l'art moderne, et « le Moissonneur » de Malévitch est un frère lointain des humbles personnages de Lubok. □

« L'Art russe des scythes à nos jours », Grand Palais, avenue Winston-Churchill (256-09-24), sauf mardi, de 10 h à 17 h 30 ; mercredi et vendredi, de 10 h à 23 h. Entrée en semaine : 5 F ; dimanche 3 F. Jusqu'au 23 janvier 1968.

Cinéma

Un petit Lénine asiatique

Jean Helms

D'une qualité technique encore grossière, mais sans la moindre lourdeur psychologique, *le Premier Maître* de Andreï Kohtchalovsky est un des films les plus attachants de la nouvelle vague soviétique (1).

Cet Asiatique maigre et misérable qui débouche un beau matin dans un petit bourg de Kirguiz, c'est lui, le premier maître d'école. Peu cultivé mais profondément imbu de sa mission, Duill-Chêne arrache peu à peu, aux villageois goguenards puis franchement hostiles, les enfants qui doivent traverser, pour s'instruire, la rivière glacée.

La première classe a lieu dans cette étable sauvage où les mots à moitié « so-cia-lisme » résonnent curieusement tandis que ce maître insolite saisit à la gorge un enfant qui lui demande si Lénine est mortel. Mortel, le maître du Kremlin l'est cependant, ce qui nous vaut ce passage délirant où l'instituteur réveille en pleine nuit tout le village et défend à coups de talons le feu désespéré qu'il vient d'allumer à la gloire de son héros disparu.

La plus âgée de ses élèves, une ravissante Kirguiz, est remarquée dans une fête du village par le « Baï », monstrueux seigneur local qui achète la fille et assomme le maître d'école pour pouvoir l'enlever.

Obstiné, Duill-Chêne finit par la lui reprendre mais il doit de nouveau faire face au village ameuté... La fille quittera le pays mais l'instituteur reconstruira l'école avec ceux-là mêmes qui l'auront brûlée.

Il y a dans cette imagerie socialiste une force et une saveur d'autant plus désarmantes que l'auteur n'hésite pas à recourir à l'ironie. Les images ont, en outre, une richesse documentaire qui impose le respect, de la truculente fête du village à la mère hystérique se couvrant le visage de boue. Assurément, il fallait bien connaître le terrain pour rendre ces séquences avec une telle densité. Le secret est facile cette fois : l'héroïne, Natalia Aringasarova (coupe Volpi 1966), qui allie un sourire particulièrement attirant à une finesse d'expression d'une rare qualité, est l'épouse de cet heureux metteur en scène... de vingt-six ans, s'il vous plaît ! Un âge apparemment peu coté dans les jurys de Moscou ou de Karlovy-Vary. □

(1) Présenté à la Semaine soviétique du Ranelagh, primé au festival « Jeune cinéma » de Hyères.

A PARAITRE :

Le 17 novembre sortira des presses un livre de Claude Glayman, « 50 millions de Grenoblois » qui pose le problème des nouvelles municipalités à travers l'exemple de Grenoble. Préface de P. Mendès France. Chez Robert Laffont.



Dites-le en latin.

Pic

Théâtre

Un Romain à l'Odéon

Claude Glayman

De Sénèque, inspiré d'Euripide, Jean Vauthier, auteur contemporain, a adapté la tragédie de Médée. On imagine tout le mythe virtuel de cette femme monstre, descendante du soleil, meurtrière des siens par amour de Jason, meurtrière de ses enfants lorsque Jason la répudie pour épouser en secondes noces la fille de Créon.

Je dois confier que ce « Médée » laisse sinon indifférent du moins distant. La sécheresse du verbe, son intériorité, une même tonalité baignant toute l'œuvre, ce long poème fermé sur lui-même comme une musique qui refuse d'exploser, tout cela semble assez loin d'une pédagogie de la cruauté telle que la recherchait Antonin Artaud et que certains ont voulu reconnaître ici.

Et pourtant, la représentation qu'en donne Jorge Lavelli, le metteur en scène, tient en haleine malgré une froideur permanente qui tapisse notre sensibilité. Régie tournée vers l'esprit mais qui en même temps s'inspire d'un esthétisme rien moins que désincarné. La musique de Xena-

kis, le bruit des cailloux-silex frottés par le chœur parlé jouent un rôle notoire en soutenant une litanie de l'imprécation et un commentaire moral (ou divin) de la descente aux enfers de Médée. Les gestes collectifs et individuels sont stylisés, abrégés, retenus comme dans une représentation arabe ou orientale; une sorte de mécanique de la fatalité inscrite dans les corps mais faisant l'économie de la passion. Le Grec est sensuel, le Latin discursif. Lavelli, précisément, c'est tout le contraire de la démagogie tragique; mais sa vision nécessiterait alors l'approfondissement de cet univers intérieur dans le sens de la diversité. Voir à ce sujet l'interprétation de Maria Casarès tout orientée vers une hystérie rentrée. L'espèce de longue plainte en continuo de Lavelli fait penser à Monteverdi, sinon à Wagner avec le romantisme en moins. Mais chez les deux musiciens les accents tragiques une fois découverts vous emportent; chez Lavelli, on est toujours au seuil d'un tragique refusé et d'une autre dimension qui ne fait pas irruption. De là une certaine déception et en même temps l'intérêt de l'entreprise. □

« Médée » de Sénèque, adaptation de J. Vauthier. Odéon-Théâtre de France. A noter une intéressante formule d'abonnement à 70 F pour 5 spectacles. Le programme de J.-L. Barrault s'annonce alléchant avec les noms de Albee, Pirandello, Claudel, Bradbury ou Goethe.

Centres culturels

Un nouveau droit de l'homme

Bernard Sizaïre

Une politique culturelle est toujours l'expression d'une certaine conception de la démocratie », nous rappelait récemment Marcel Pierre (*). Si aujourd'hui le niveau culturel des Français s'élève progressivement, puisque 25 % des enfants bénéficieront de l'enseignement secondaire et plus de 10 % de l'enseignement supérieur (contre 1,5 % et 1 % en 1900), cette tendance crée de nouveaux besoins qu'il s'agit de satisfaire.

Comme, d'autre part, l'évolution du travail professionnel n'apporte qu'exceptionnellement les satisfactions d'autrefois, il devient nécessaire à l'homme, pour demeurer conscient de lui-même, de participer à une activité de création ou d'expression. C'est pourquoi le 8^e congrès de la Fédération des centres culturels communaux (Mâcon, 13-14 octobre 1967) ne s'est pas contenté d'insister sur les problèmes de la diffusion massive de la culture, mais a mis l'accent sur l'élargissement de la participation de la population. L'accès à la culture est un des droits essentiels de l'homme moderne qui peut trouver dans l'action culturelle un nouveau facteur d'équilibre.

L'Etat et ses responsabilités

Deux thèmes ont dominé le congrès : le rôle de l'Etat et de la commune; les rapports entre l'enseignement et la culture.

Parlons chiffres d'abord : en trois ans, la part communale dans le budget culturel moyen par habitant a augmenté de 75 % et représentait en 1966 4,12 % des budgets communaux. Loin derrière, l'Etat ne consacre à la culture que moins de 0,5 % de la masse budgétaire et n'envisage en 1968 qu'une progression de 18 % du budget culturel contre une aug-

mentation moyenne de 25 % des budgets communaux qui traduit une réelle prise de conscience des municipalités. Celles-ci, très revendicatrices à l'égard de l'Etat, lui demandent de doubler son budget culturel afin de soulager les finances locales.

Elles réclament également la fin de l'anarchie culturelle résultant de rivalités entre les ministères de la Culture, de la Jeunesse et de l'Education nationale et proposent la création d'un « Conseil national de la culture » où siègeraient, à côté des pouvoirs publics, des artistes et des représentants des associations et du public.

Si le congrès a voulu mettre l'Etat en face de ses responsabilités culturelles, il a voulu faire preuve aussi de cohérence en soulignant qu'il ne pouvait pas y avoir d'action culturelle efficace sans une rénovation et une réforme démocratique de l'enseignement. Il faut établir une liaison et une collaboration permanente entre les institutions à vocation culturelle et l'école considérée comme centre culturel largement ouvert sur la cité.

Et la campagne ?

Regrettons que la population rurale ait été la grande oubliée de ce congrès auquel participaient les représentants de 86 communes (sur les 220 communes urbaines membres de la Fédération) alors que la France en compte 38.000. Le problème de l'action culturelle en milieu paysan a été trop rapidement évoqué pour qu'un élément sérieux de solution puisse être avancé. Le sous-développement économique de nos campagnes est accompagné d'un retard culturel dont il devient urgent de s'inquiéter. □

(* Voir "T.S." n° 329 et les réponses suscitées dans le n° 332.

Une soirée qui n'ébranle rien

Marc Echeverry

On me dit qu'à Moscou, Lioubimov, empruntant son titre *Dix jours qui ébranlèrent le monde* à John Reed, a monté un spectacle haut en couleur, savoureux et à la limite irrévérencieux par rapport aux clichés officiels.

Ce que nous avons vu à Paris, dans l'adaptation de Gerbal, est triste, lugubre, funèbre.

Certes, l'erreur est du domaine de tous les créateurs, et nous sommes de ceux, ici, qui savons soutenir un animateur, même quand il se trompe. Au nom du combat qu'il mène.

Mais quand on se trouve devant tant de prétention, liée à tant d'insuffisance, et ceci sur un thème aussi grandiose, on se doit de crier casse-cou. Que les quelques excellents comédiens ou danseurs égarés dans cette affaire me pardonnent. Ils n'y sont pour rien. On n'a su visiblement, à aucun moment, leur préciser ce qu'on attendait d'eux.

Un spectacle à fuir. □

● « Dix jours qui ébranlèrent le monde », d'après Lioubimov, adaptation de R. Gerbal. Théâtre Romain-Rolland, Villejuif.

PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin
ODE. 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.

J'ai même rencontré des tziganes heureux
(Youg.), V.O.

Hommage

Le "Che" tel qu'en lui-même

Harris Puisais

« Beaucoup sont tombés le long du chemin de la victoire. » C'est ce que Ernesto Guevara, dit le « Che », écrivait à Fidel Castro lorsqu'en juillet 1965 il prit la décision de rejoindre « d'autres terres du monde » afin d'y « lutter contre l'impérialisme partout où il est ».

La modestie de la détermination

Et les deux hommes pouvaient se rappeler la grande aventure qu'ils avaient vécue depuis le jour de leur rencontre au Mexique; Guevara, le jeune médecin argentin qui avait découvert la Révolution en luttant contre Perón et en aidant Arbenz au Guatemala; Castro, le jeune avocat que trois ans de déportation à l'île des Pins, après l'échec du Moncada, rendait brûlant de revanche contre le dictateur Batista.

Oui, le chemin avait été long et périlleux avant la victoire!

Il est bon de le rappeler : le 2 décembre 1956, quatre-vingt-deux hommes quittent le Mexique à bord du bateau *Granma*. Ils débarquent à Belic sur la côte sud de Cuba, sont attaqués par des détachements de Batista et décimés. Au soir du 18 décembre, ils ne se retrouvent que douze, formant ainsi autour de Fidel Castro la première guérilla de la Sierra Maestra.

Ernesto Guevara était de ces douze. Et jusqu'au 3 janvier 1959, jour où il prit à La Havane les camps militaires de Batista après s'être emparé de Santa Clara quatre jours plus tôt, il ne cessa d'être le conseiller écouté de Castro. Luttant contre la maladie qui l'affaiblissait (l'asthme), conscient qu'il faisait souvent prendre des risques inutiles à ses compagnons, il découvrait et comprenait plus que d'autres peut-être la vertu de la lutte armée : « Un peuple, masse encore endormie qu'il fallait mobiliser, et son avant-garde, les guérilleros qui suscitaient la conscience révolutionnaire et l'enthousiasme combatif. »

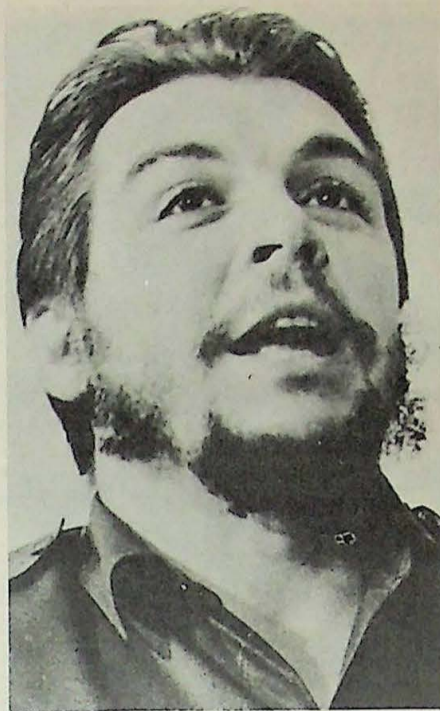
Mais Cuba libéré devait vivre. Et lorsqu'en février 1959, Fidel Castro devint Premier ministre, Guevara, comme les autres commandants rebelles, se mit à la tâche : directeur de la Banque nationale, ministre de l'Industrie en 1961, ambassadeur itinérant... J'ai déjà eu l'occasion d'écrire que cette activité civile, peu faite pour lui, fut cause de nombreux désaccords avec les dirigeants cubains. Guevara, exigeant et absolu,

voulait créer « la nouvelle société » selon sa conception : « Pour construire le communisme, il faut changer l'homme en même temps que la base économique. » Mais cet homme du XXI^e siècle, à Cuba comme ailleurs, il ne suffit pas de le vouloir pour l'avoir. Il y faut du temps.

Alors, Guevara, qui écrivait dans son dernier texte, « Le socialisme et l'homme de Cuba », que « le vrai révolutionnaire ne peut exercer sa sensibilité quotidienne au même niveau que les autres hommes », commence à prendre conscience que son rôle à lui, plus que de bâtir, était de combattre.

Retour au front

C'est ainsi que je l'ai connu, à Alger, en février 1965, à mon retour de Cuba. Il venait de prononcer son discours à la Conférence économique afro-asiatique. Et, des heures durant, la conversation porta sur « l'impérialisme » dont « la défaite définitive dépendait de l'effort et du sacrifice de tous ». Et le « Che » d'insister sur la nécessité pour les peuples en lutte de recevoir une « aide véritable » de tous les pays socialistes. Et ces peuples, en Amérique latine, c'était au Venezuela, au Guatemala et en Colombie qu'ils combattaient. Guevara ne parla pas de la Bolivie. Ce nouveau front était à ouvrir. Et il était le plus difficile à créer dans ce pays entièrement sous la coupe des U.S.A., où depuis 1952 la révolution n'avait cessé de dégénérer. Pour Guevara, la révolution latino-américaine devait atteindre le stade d'une lutte commune menée par la plupart des pays du continent. (L'O.L.A.S., en août, dernier, s'est fixée le même but.) Etre en Bolivie pour le « Che », c'était allumer un nouveau foyer contre l'impérialisme, c'était aider ses frères d'Amérique latine mais aussi ceux du Vietnam, de la Guinée portugaise, du Congo... Telle était sa conception. Elle avait sa grandeur et ses faiblesses. Peut-on, en 1967, refaire en Amérique latine un nouveau Cuba? Je ne le pense pas. L'Amérique latine demeure certes un continent en « fermentation révolutionnaire » mais les conditions objectives des chances de développement de la lutte armée sont menacées et il faut en tenir compte dans la phase actuelle. Il y a en premier la volonté profonde des Etats-Unis de ne pas tolérer qu'un seul pays latino-américain devienne un second Cuba. Depuis 1964, les U.S.A. appli-



Agip

quent la « doctrine Mann » : priorité à la défense des intérêts nationaux américains, lutte contre le castrisme. Et les « bérets verts » de la C.I.A. agissent à visage découvert. Ils sont les instructeurs militaires antiguérillas, des troupes gouvernementales de presque tous les pays du continent. Ils ne recherchent même plus l'anonymat. On ne peut nier leur efficacité. Les conditions militaires de la lutte armée sont plus difficiles que contre les bandits en uniforme de Batista.

Il est vrai qu'à terme cette ingérence jouera en faveur de la lutte insurrectionnelle. Mais pour l'instant elle ne peut que la gêner. Et les organisations révolutionnaires devront être mieux organisées, mieux armées... mieux soudées aussi. Et c'est là que se pose l'interrogation sur le comportement des partis communistes d'Amérique latine. On l'a bien vu à la dernière conférence de l'O.L.A.S. à propos du parti communiste vénézuélien et de ses attaques contre le castrisme. La stratégie de ces partis n'est pas nouvelle, ils ont presque toujours été un frein à la volonté révolutionnaire des éléments nationalistes. Mais cette fois leur préférence pour une lutte dans le cadre d'une opposition légale s'appuie, non seulement sur leur tendance velléitaire, mais aussi sur la volonté de l'U.R.S.S. de ne pas « s'intéresser » pour le moment à l'Amérique latine. Il est certain que ces luttes internes pénalisent l'action révolutionnaire des divers fronts de libération en même temps que s'accroît, nous l'avons dit, l'adaptation des troupes gouvernementales à la lutte des guérillas.

Sa mort, quel sens ?

Tout cela, Guevara le savait. Sa mort (et cette balle au cœur ressemblait fort à un assassinat) s'identifie-t-elle donc avec l'échec de sa thèse? Absolument pas. Nous devons garder la même lucidité pour juger les événements d'Amérique latine et garder notre foi en la victoire finale :

Sur les 220 millions de personnes qui vivent sur ce continent, 140 millions travaillent comme des serfs, 100 millions sont analphabètes (67,9 % en Bolivie, rapport de l'U.N.E.S.C.O.), 150 millions sont sous-alimentés et plus de 100 millions sont malades et meurent jeunes.

Cela demeure.

Pour l'ensemble de ces pays, 2 % de propriétaires accaparent 60 % des terres. Et les trusts américains se taillent la part du lion (6 millions d'hectares au Venezuela, 13 millions au Pérou sont la propriété des sociétés Socony, Sinclair, Paillias, des banques Chase Manhattan ou National City). L'United Fruit y contrôle journaux, radio, chemins de fer, navires...

Cela demeure.

L'économie américaine entretient les mono-productions destinées à être importées par elle (74 % du café du Brésil, 60 % de l'étain de Bolivie, 95 % du pétrole du Venezuela, 70 % du sucre de Saint-Domingue).

Et tous les investissements de l'Alliance pour le progrès n'y changeront rien tant que pour un investissement de 2 milliards 1/2 correspondra le rapatriement de 4 milliards de bénéfices (rapport Stevenson en 1965).

Cela demeure et rend inévitable la révolte de ces peuples. Mais cela ne signifie pas, Cuba ayant réussi hier, que cette révolte soit imminente.

Il est certain, et je le pense profondément, que la seule révolution possible en Amérique latine est une révolution socialiste. Mais pour cela, et la mort de Guevara devrait mieux le faire comprendre, il faut plus que jamais assurer le développement des forces qui se préparent à combattre et leur donner les moyens de cette lutte pour leur indépendance nationale.

Non, Guevara n'a pas échoué comme certains se hâtent de le dire. Ou alors ce serait méconnaître l'exploitation des masses, leur structure féodale, ce serait croire possible une révision fondamentale et rapide de la politique des U.S.A.

C'est pourquoi les guérillas, si elles sont essentielles, ne sont pas le seul moyen de donner la victoire. Pour longtemps encore, ce fait doit être considéré comme certain. Mais elles ont une énorme influence politique, elles mobilisent ceux qui souffrent et ceux qui veulent agir, elles sont nécessaires pour que les révoltés gardent l'espoir. Elles ont donc besoin néanmoins de rester efficaces.

De notre côté, la meilleure manière d'aider les peuples opprimés à se libérer, c'est d'assurer partout dans le monde le regroupement des forces progressistes. Partout, y compris en France, ne l'oublions pas.

Devant la mort de Guevara, nous ne devons pas ressentir seulement une profonde tristesse, mais un double sentiment de fierté parce que cet homme était de notre camp, et d'espérance parce que sa cause demeure juste et qu'elle est la nôtre. □